

Article 29 du Règlement

Je fais remarquer, monsieur le Président, que des 16 grandes initiatives que le gouvernement a promises, 14 ont déjà été réalisées et l'on étudie sérieusement les moyens de réaliser les deux autres. Ce n'est pas si mal. Des députés des partis de l'opposition, des libéraux surtout, ont prétendu que notre politique agricole manquait de substance.

Je ne veux pas répéter tous les commentaires qu'on a faits il y a quelques mois après l'introduction de la politique libérale pour l'ouest du Canada. Je suis certain que la plupart des députés les ont lus au complet. Cependant, la principale réaction de l'ouest du Canada a été que ces recommandations étaient absolument dépourvues de substance. Il est triste que l'agriculture doive dépendre des largesses du gouvernement, mais c'est la vie. Le gouvernement s'est engagé à appuyer la communauté agricole à l'avenir et nous avons l'intention de respecter cette promesse.

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, la soirée est avancée et il y a encore plusieurs députés qui veulent parler dans ce débat d'urgence sur la crise qui fait rage actuellement sur le front agricole et que le Nouveau parti démocratique a forcé la Chambre à débattre. Cette crise n'a pas éclaté brusquement, il y a quelques semaines ou quelques mois. Nous avons vu la situation financière des agriculteurs canadiens se détériorer depuis plusieurs années, d'abord lentement et depuis quelque temps, plutôt rapidement.

Je dois d'abord dire que je parlerai surtout ce soir dans ce débat des agriculteurs de ma circonscription du centre du Canada. Cependant, les agriculteurs de tout le pays subissent aujourd'hui les conséquences des programmes gouvernementaux mal conçus, et sont victimes des forces du marché mondial et de l'incapacité des gouvernements successifs à y répondre.

Je me souviens d'avoir parlé, il n'y a pas longtemps à un député conservateur du Parlement de Westminster en visite à Ottawa. Je lui ai demandé pourquoi les agriculteurs britanniques réussissent mieux aujourd'hui que dans la situation qui prévalait au Royaume-Uni avant son entrée dans la Communauté économique européenne. Il a dit que les agriculteurs britanniques réussissaient mieux aujourd'hui qu'à cette époque parce que le gouvernement a décidé consciemment de préserver par principe les exploitations agricoles britanniques. Le gouvernement a pris cette décision par principe plutôt que pour des raisons économiques. Il a pris cet engagement parce que les exploitations agricoles du Royaume-Uni valaient la peine, selon lui, d'être préservées.

Après avoir entendu cela, je ne pouvais m'empêcher de penser que le principal problème de ce pays c'est qu'il n'y a pas actuellement à Ottawa et qu'il n'y avait pas avant 1984 un gouvernement qui était prêt consciemment à décider par principe de préserver les exploitations agricoles familiales. Jusqu'à ce que nous ayons une politique agricole nationale reposant sur la constatation fondamentale que l'exploitation agricole familiale est une unité économique viable et valable et que le mode de vie rural doit être préservé, nous ne serons pas en mesure de nous attaquer aux problèmes financiers et économiques qui

affligent quotidiennement ce secteur de l'économie. Une fois la décision prise, les solutions suivront. Ce qu'il y a de regrettable à propos du débat de ce soir, c'est que n'en sommes pas encore arrivés là.

• (2330)

Je suis convaincu que si nous avions eu une politique agricole nationale rationnelle pour préserver l'exploitation agricole familiale, le ministre de l'Agriculture (M. Wise) n'aurait pas annoncé la levée du moratoire sur le remboursement des prêts de la Société du crédit agricole, il y a quelques jours. Une telle mesure aurait été contraire à une politique agricole nationale, car il se serait rendu compte qu'elle allait toucher au moins une cinquantaine d'exploitations par mois ou 600 par an, et peut-être même jusqu'à 6 000 par an.

M. Fraleigh: Qu'auriez-vous fait?

M. Blackburn (Brant): Le gouvernement n'aurait pas adopté ce genre de politique et le ministre n'aurait pas fait cette déclaration. Il aurait demandé aux dirigeants de la communauté agricole d'essayer de trouver d'autres solutions. Je suis certain que s'il le voulait vraiment et que s'il avait une politique agricole nationale, il aurait trouvé des solutions financières.

Le débat de ce soir ne porte pas simplement sur la crise financière de l'agriculture. Peut-être porte-t-il sur la fin de l'exploitation agricole familiale. Je ne veux pas dire que tous les cultivateurs vont bientôt faire faillite. Je veux dire simplement que cette semaine marquera peut-être une étape dans l'histoire de l'exploitation agricole familiale.

A compter de maintenant, les cultivateurs seront de plus en plus nombreux à croire qu'Ottawa ne s'intéresse pas à eux et les laisse tomber au moment le plus sombre de leur crise économique. Ils penseront qu'Ottawa leur demande de payer leur dette ou de faire faillite.

Cela aura des répercussions très graves qui auront finalement raison de nos cultivateurs. Pendant combien de temps pouvons-nous espérer les voir tenir, comme l'a dit le député d'en face, en gardant leur confiance et leur détermination...

Une voix: Ne vous inquiétez pas pour nous, nous nous débrouillerons très bien.

M. Blackburn (Brant): ... et conserver leur exploitation? Je ne pense pas que cela durera bien longtemps.

La Communauté économique européenne sait prendre soin de ses cultivateurs. Elle trouve de nouveaux débouchés et vend les produits excédentaires tout en subventionnant les agriculteurs. La CEE est déterminée à préserver l'exploitation agricole familiale ainsi que la production agricole et alimentaire en Europe de l'Ouest.

Songeons aux États-Unis notamment, le bastion de la libre entreprise, qui ne croient pas, par principe, aux interventions sur le marché et qui nous prennent à partie chaque fois que nous intervenons. Ils ont pourtant présenté le *Farm Bill*, contrairement à leurs propres principes commerciaux, pour protéger leurs agriculteurs des exportations de la CEE.